

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Solution de gestion des cas	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-130092/B	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client 20130092	Date 2013-04-25
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-123-25647	
File No. - N° de dossier 123xl.EN578-130092	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-05-15	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Jalbert, Denise	Buyer Id - Id de l'acheteur 123xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1083 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification no. 006 de la demande de soumissions vise à répondre aux questions soulevées par l'industrie.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question no. 135

Référence : Annexe C - Énoncé des exigences, section O-5 - Exigences en matière de gestion de clients et intervenants, critère obligatoire O-5.1 dit : "La SLGC doit livrer, permettre et soutenir un modèle d'écran prêt à utiliser pour la gestion de l'écran du profil des clients et intervenants. La configuration du profil des clients et intervenants doit permettre l'ajout de nouveaux éléments de données conformément aux besoins de chaque unité fonctionnelle."

Question : Notre solution inclue un environnement de développement complet pour construire, rapidement et facilement, des formulaires et des modèles d'écran avec des champs configurables pour la gestion des profils des clients et des intervenants. Veuillez confirmer que la capacité de construire des modèles d'interface est conforme à l'exigence obligatoire O-5.1.

Réponse : Un environnement de développement en lui-même n'est pas suffisant. La solution proposée doit fournir, au minimum, un modèle initial de base avec le profil de gestion des clients et intervenants qui peut être modifié et configuré comme requis par chaque unité fonctionnelle pour répondre à leurs besoins individuels d'information.

Question no. 136

Référence : Annexe C - énoncé des exigences, Section Obligatoire - O-7 - Gestion des événements (exigences obligatoires O-7.1 à O-7.10)

Question : Les exigences relatives à la gestion des événements dans la section O-7 de l'annexe C sont extrêmement restrictives. Leur inclusion comme des exigences obligatoires dans une solution de gestion des cas réduira considérablement le nombre de fournisseurs potentiels qui peuvent présenter une réponse conforme. Veuillez envisager de supprimer les exigences dans la section O-7 de l'annexe C.

Réponse : Le Canada a examiné la demande et les exigences restent les mêmes. Le calendrier et la fonctionnalité de gestion d'événement peut être fournie par un logiciel de tierce partie s'il est entièrement et parfaitement intégré dans la solution proposée.

Question no. 137

Référence : Formulaire 5 - Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

Question : Veuillez confirmer que si nous offrir des licences logicielles pour lesquelles nous ne sommes pas l'éditeur du logiciel, alors l'éditeur de logiciel doit accepter les mêmes conditions obligatoires énoncées dans la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent. Ceci semble être la position de la Couronne selon le formulaire 5 qui dit comme suit: "Ce formulaire vise à confirmer que l'éditeur de logiciel nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous." Donc tous les termes et conditions de la demande de soumissions doivent être acceptés par les éditeurs de logiciels.

Réponse : Le soumissionnaire doit s'assurer que tout éditeur de logiciel (en tant que sous-traitant) sont liées par des conditions compatibles avec et non moins favorable pour le Canada que les conditions de la Partie 7 - Clauses du contrat qui s'applique aux produits livrables qui seront fournis par l'éditeur de logiciel en tant que sous-entrepreneur. Le soumissionnaire retenu (entrepreneur) est chargé de l'exécution du contrat.

Question no. 138**Référence :** Formulaire 5 - Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

Question : Notre compréhension est que s'il y avait un besoin d'inclure des logiciels de tierces parties pour répondre aux exigences de la demande de soumissions, à la clôture des soumissions ou tout au long de la période du contrat et de ses années d'option, les éditeurs de logiciels de ces produits doivent aussi accepter les clauses du contrat subséquent qui sont énumérées à la partie 7, sans modification.

Réponse : Les éditeurs de logiciel doivent autoriser le soumissionnaire à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions.

Question no. 139**Référence :** Annexe C - Énoncé des exigences

Question : D'après notre vaste expérience, les systèmes modernes de gestion des cas nécessitent l'utilisation de la capacité mobile, y compris le traitement hors ligne à distance des cas dans des domaines tels que les inspections, etc. Cette capacité a été identifiée dans de nombreuses demandes d'informations récentes qui ont été publiés par TPSGC et nous ne savons pas pourquoi cette exigence ne fait plus partie des exigences de la Solution de gestion des cas demandée. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ceci n'est plus une obligation ?

Réponse : L'affirmation est inexacte. Les soumissionnaires devraient se référer à l'exigence

cotée no. C-8.2.

Question no. 140

Référence : Question et réponse no. 060 et annexe D - Environnement technique du Canada

Question : Suite à la réponse de la question no. 060, veuillez expliquer comment les ministères qui n'utilisent pas présentement MS Outlook comme système de messagerie pourront-ils exploiter la Solution logicielle de gestion des cas ? Le paragraphe 2.2.2 de l'annexe D - Environnement technique du Canada, stipule que la solution proposée doit prendre en charge divers systèmes de messagerie.

Réponse : La Solution logicielle de gestion des cas doit rencontrer les exigences énoncées à l'annexe C - Énoncé des exigences. Canada peut intégrer le CMSS avec d'autres systèmes de messagerie à sa discrétion. Le Canada demande l'intégration de la SLGC proposée avec Exchange 2003, et avec Outlook 2003 SP2 ou version plus récente.

Question no. 141

Référence : Annexe C - Énoncé des exigences

Question : Veuillez confirmer si la SLGC doit demeurer pleinement fonctionnel si un arrêt imprévu du système de messagerie devrait se produire. Par exemple, le système de messagerie d'un ministère ou du Canada subit une interruption à court ou à long terme. Est-ce que la SLGC doit fournir des fonctionnalités de gestion de cas complète qui permettrait aux utilisateurs de continuer d'entrer des données dans les cas, de gérer les étapes des cas, et le stockage des documents, gérer les flux de travail, gérer les clients et les intervenants, la gestion des événements, consulter les rapports et tableaux de bord, etc.

Réponse : No.

Question no. 142

Référence : Termes et conditions, partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, article 3.1 (d) - Présentation d'une seule soumission par un groupe soumissionnaire

Question : En réponse à la clarification no. 014, veuillez expliquer comment le "Canada choisira, à son entière discrétion, les soumissions dont il tiendra compte." Veuillez expliquer clairement comment le critère pour que les soumissionnaires restent responsive et peuvent soumettre leur meilleure offre au Canada.

Réponse : Comme exemple, si un soumissionnaire ou un groupe soumissionnaire a soumis plus d'une soumission recevable et si ces soumissions devaient se retrouver à la première et la deuxième positions. Dans cette éventualité, le Canada choisira laquelle des soumissions il considérera.

Question no. 143

Référence : Article 7.19 - Services de maintenance et de soutien

Question : En réponse à la demande de précisions dans la question no. 019, comme il n'y a pas d'exigences détaillées de mise à jour dans la demande de soumissions, est-ce qu'Industrie Canada et TPSGC pourraient expliquer comment ils envisagent le processus de mise à niveau qui est exigé du soumissionnaire? Traditionnellement, les mises à niveau impliquent des gains de productivité qui pourraient avoir des impacts sur les interfaces et ces fonctionnalités pourraient affecter l'unité fonctionnelle. Comment le processus de mise à niveau sera géré par le Canada ? Comment ce processus sera coordonné car il y aura une multitude d'unités fonctionnelles qui sont attachées à plusieurs Clients ? Qui prendra la décision lors de la mise à jour pour ne pas perturber les unités fonctionnelles ?

Réponse : Comme stipulé à l'article 7.9 (b), l'autorité technique nommé dans le contrat, sera le représentant du Canada qui sera responsable de toutes questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. Le Canada appliquera les mises à niveau de la configuration de base en coordination avec les Clients et conformément aux normes et exigences d'exploitation du Canada.

Question no. 144

Référence : 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence

Question : Est-ce que TPSGC accepterait d'enlever de la demande de soumissions les provisions des sections 4, 5, 6, 9.2, 9.4, 14, 15 et 17 de 4003 - Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence ?

Réponse : Non. Le Canada a étudié la demande et les besoins restent les mêmes. Canada fera l'acquisition de droits d'utilisation et d'accès des produits logiciels qui feront partie de la Solution logicielle de gestion des cas proposée ainsi qu'une garantie d'un an et la documentation. Les droits demandés sont énumérés à la partie 7 - Clauses du contrat subséquent.

Question no. 145

Référence : 4004 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

Question : Est-ce que TPSGC pourrait enlever de la demande de soumission la section 2 du document 4004 , Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence ?

Réponse : Non. Le Canada a étudié la demande et les besoins restent les mêmes. Comme demandé, les soumissionnaires devraient stipulés dans leur plan de soutien quels sont les mesures en place pour rencontrer l'exigence.

Question no. 146

Référence : 2030 (2012-11-19), Conditions générales – besoins plus complexes de biens

Question : Est-ce que TPSGC pourrait remplacer CCUA 2030 par CCUA 2010A (2010-08-16) Conditions générales - biens (complexité moyenne), et ensuite enlevé les sections 9, 16, et 18 de ces Conditions générales ?

Réponse : Non. Le Canada a étudié la demande et les besoins restent les mêmes. Canada fera l'acquisition de biens plus complexes qui exigent du soumissionnaire retenu de fournir aussi des services pour que les biens soient livrés, installés, testés et déployés dans les environnements techniques du Canada à la suite de la demande de soumissions. Les termes et conditions de 2010A ne traite pas de l'ensemble des modalités à la portée des biens et des services qui seront acquis dans le contrat résultant de cette demande de soumissions.

Question no. 147

Référence : 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels

Question : Est-ce que TPSGC pourrait exclure CCUA 4002 de la demande de soumissions ?

Réponse : Oui.

Question no. 148

Référence : Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.7 - Test de convivialité

Question : En réponse à la demande de précisions 053, pour permettre aux soumissionnaires de mieux comprendre l'expérience des testeurs, le Canada pourrait-il

préciser l'expérience des testeurs pour chacun des produits suivants : (1) MS Outlook, (2) MS Office, (3) MS Dynamics, (4) WordPerfect, (5) Siebel (6), CRM (7), SalesForce.com (8), SAP (9), PeopleSoft, (10) Adobe Flash (11), Cognos, (12) Lotus Notes, et (13) GroupWise.

Réponse : Tous les testeurs auront de l'expérience dans les produits logiciels MS Outlook et MS Office car il y a un besoin d'interaction ces produits logiciels pour compléter les scénarios qui font partis de l'appendice 2 - Critères d'évaluation du test de convivialité.

Question no. 149

Référence : Annexe C - Énoncé des exigences, section 1.2 - Objectifs et buts dit : "Au sein du Canada, un grand nombre d'entités fédérales ou unités fonctionnelles (une unité fonctionnelle peut être une direction générale, un secteur, une direction ou une division par exemple) ont détecté le besoin de se procurer une solution logicielle de gestion de cas afin d'aider le Gouvernement du Canada à mieux répondre aux exigences quotidiennes en matière de gestion et d'opérations. Bien que les caractéristiques des applications des unités fonctionnelles soient très différentes, ces applications partagent toutes des exigences communes. Les exigences générales sont axées sur les besoins opérationnels suivants : (1) Capacité d'enregistrer et de gérer les interactions avec les clients ou les intervenants et de partager ces renseignements au sein de leur unité fonctionnelle d'une façon contrôlée. (2) Capacité de gérer les questions et les activités d'une façon plus accessible et collaborative où tous les membres de l'unité fonctionnelle peuvent avoir accès aux enregistrements de ces questions et activités à partir d'une source unique, contribuer à ces enregistrements et à un moment donné clore la question ou l'activité en s'appuyant sur les rôles et privilèges des utilisateurs. (3) Capacité de joindre et de gérer les documents liés à un client ou à un intervenant, à un cas et à un événement dans le but d'assurer que tous les renseignements connexes soient facilement accessibles par les utilisateurs lorsqu'ils en ont besoin. On prévoit que la solution logicielle de gestion de cas fournira des fonctionnalités de gestion de document tout en permettant que l'entrepôt où sont stockés les documents soit l'un des entrepôts normalisés du GC pour le stockage des documents et médias (c.-à-d. GCDocs, SGDDI). (4) En plus de d'accumuler des données sur les clients et intervenants ainsi que sur les questions et activités dans lesquels ceux-ci participent, les unités fonctionnelles ont besoin d'une grande capacité d'analyse afin de traiter et faire la synthèse de ces questions et activités pour ensuite produire des rapports et des analyses significatives en matière de gestion et d'opérations.

Question : Dans la réponse à la question no. 079, le Canada a clarifier que les buts et objectifs des critères obligatoires O-1.1 et O-1.2 de l'annexe C sont comme ceci, O-1.1 dit : "La SLGC doit permettre au gouvernement du Canada d'accomplir les buts et objectifs détaillés dans la section 1. O-1.2 dit "La SLGC doit livrer, permettre et soutenir une solution sous licence opérationnelle et complète qui doit comprendre toutes les composantes faisant partie de la SLGC en tout ou en partie. Une liste complète indiquant le nom et la version de chaque composante logicielle sous licence livrée dans le cadre de la SLGC proposée, y compris la fonctionnalité obligatoire de chaque composante, doit être fournie. *Les buts et objectifs de la section 1 comme stipulé dans le critère obligatoire O-1.1 demande que : La*

~~SLGC doit permettre aux utilisateurs techniques de réaliser des solutions fonctionnelles pour diverses unités fonctionnelles pouvant inclure, sans en exclure d'autres, la gestion des contrats et des subventions (intervention, application, admissibilité, administration, gestion, vérification et évaluation, surveillance et rapports); gestion des tribunaux/de la justice (inscription, réception/ identification, base de connaissances, planification, gestion des appels, gestion des questions, surveillance et suivi des cas); gestion de la conformité (inscription, réception/identification, surveillance, gestion des événements, inspections, permis, certification et rapports); gestion de cas pour les prestations (réception, admissibilité, flux des travaux du cas, calcul des prestations, gestion des contrats, surveillance et paiement); service à la clientèle (communication, exécution des services, centre de contacts, base de connaissances, ventes, gestion des modes de prestation des services, demandes de renseignements, suivi des cas); enquêtes (communications, correspondance, planification, surveillance et rapports) et tout autre domaine que le Canada juge approprié.~~ Il semble être indiquer que la Solution logicielle de gestion des cas doit fournir tous les modules de logiciel pour répondre aux exigences énumérées ci-dessus. Aucun logiciel supplémentaire ou des modules additionnels ne pourront être achetés pour satisfaire aux exigences, seul les services professionnels pourront être acquis dans le cadre du processus concurrentiel pour l'intégration et la configuration du logiciel sous licence. Par exemple, s'il y-a un module logiciel additionnel pour répondre à des besoins spécifiques (par exemple: la gestion des subventions), et celui-ci n'est pas contenu dans cette demande d'appel d'offres, le Canada ne sera pas en mesure de l'acheter et de l'utiliser pour la gestion des cas en vertu de ce véhicule achat et devra utiliser un second processus d'achat concurrentiel distinct.

Réponse : La réponse à la question no. 079 fait référence à l'article 1.2 - Sommaire, de la partie 1 - Information générale de la demande de soumissions.

L'hypothèse soulevée est basée sur de l'information erronée. Les objectifs et les buts de l'annexe C pour rencontrer les objectifs et les buts du critère obligatoire O-1.1 sont répétés dans la section référence, ci-haut, de la question dans leur ensemble. La Solution logicielle de gestion des cas proposée doit fournir tous les modules requis pour fournir une plateforme commerciale flexible et configurable que le Canada pourra configurer rapidement afin d'offrir des solutions adaptées aux besoins des différentes unités fonctionnelles; dans bon nombre de cas, ces besoins ne sont pas encore définis. Si le Canada a un besoin pour une solution de gestion des cas en dehors de la portée de la demande de soumissions, le Canada utilisera un autre processus d'acquisition.

Question no. 150

Référence : Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, section 7.21 - Formation, paragraphe (e) dit : "La formation doit être offerte dans la région de la capitale nationale et dans d'autres régions du Canada précisées dans la ou les autorisation de tâches émises."

Question : Notre compréhension est que l'emplacement, ou aura lieu la formation, sera fournit dans l'autorisation de tâche contiendra les salles de classe, l'adresse, la ville et la

province où prendra place la formation et que les salles de classe seront assumées par le Canada. Veuillez confirmer si notre compréhension est bonne ?

Réponse : Le Canada a identifié dans la demande de proposition deux scénarios pour la formation qui pourraient être demandés sous le processus d'autorisation des tâches. Le soumissionnaire doit fournir les tarifs journaliers selon ces deux scénarios dans sa soumission financière.

**** Formation dans les locaux fournis par le Canada :** L'entrepreneur doit s'assurer que tous les utilisateurs du Canada ont reçu une formation complète relativement à toutes les fonctionnalités incluses dans le logiciel sous licence qui sont connexes à ses tâches. La formation doit respecter le plan de formation approuvé. Les prix doivent tenir compte du fait que le Canada fournit les locaux dans la Région de la capitale nationale et l'entrepreneur fournit le matériel de cours, les cahiers d'exercices, l'instructeur et le logiciel.

**** Formation dans les locaux fournis par l'entrepreneur :** L'entrepreneur doit s'assurer que tous les utilisateurs du Canada ont reçu une formation complète relativement à toutes les fonctionnalités incluses dans le logiciel sous licence qui sont connexes à ses tâches. La formation doit respecter le plan de formation approuvé. Les prix doivent tenir compte du fait que l'entrepreneur fournit les locaux dans la Région de la capitale nationale ainsi que le matériel de cours, les cahiers d'exercices, l'instructeur et le logiciel.

Question no. 151

Référence : Annexe A - Tableaux d'établissement des prix

Question : Veuillez distribuer l'annexe A en format Excel (tableaux 1, 2, 3 et 4)

Réponse : L'annexe A n'est pas disponible en format Excel.

Question no. 152

Référence : Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, Article 4.5 - Évaluation financière - paragraphe (f), ligne 7.

Question : Veuillez confirmer quelles sont les périodes de temps qui seront évaluées ?

Réponse : Comme stipulé au tableau 3 de l'annexe A - Tableaux d'établissement des prix, la colonne 1 est 24 h/ jour - 7 jours par semaine; la colonne 2 est 16 h/jour (de 6 h à 18 h) - 7 jours par semaine; la Colonne 3 est 16 h/jour (de 6 h à 22 h) - 5 jours par semaine; et la colonne 4 est 12 h/jour (de 6 h à 18 h) - 5 jours par semaine.

Question no. 153

Référence : Annexe C - Énoncé des exigences - Section O-3

Question : En ce qui concerne les exigences obligatoires O-3.1, O-3.2, O-3.3 et O-3.4, la plupart des ministères qui ont mis en place maCLÉ ont mis un serveur Truepass Entrust (<http://www.entrust.com/internet-security-software/specs.htm>) en face de l'application Web pour gérer l'authentification et l'identification du certificat d'Entrust, et on ensuite modifier l'application pour cartographier la DN et MBUN à un compte d'utilisateur. Ceci peut être utilisé en conjonction avec un autre produit d'Entrust appelé GetAccess qui permet de cartographier ces informations d'identification à un compte LDAP ou Active Directory. Sans l'ajout de ces produits, les soumissionnaires peuvent être forcés d'ajouter des coûts importants dans leur SLGC proposée pour des produits de sécurité qui peuvent être utilisés pour de nombreuses applications en dehors SLGC, gonflant ainsi le coût de la SLGC proposée. Est-ce que la Couronne pourrait ajouter les produits Entrust Truepass et Entrust GetAccess à la liste des logiciels fournis par la Couronne à l'annexe D - L'Environnement technique du Canada afin que la SLGC proposée puisse tirer partie des capacités de ces produits ?

Réponse : Le service de connexion maCLÉ (visée à O-3.10, O-3.11, O-3.12, et O-3.13) est une implémentation d'Entrust Truepass et la solution logicielle proposée doit intégrer avec cette implémentation. Le Canada fournira le module logiciel de validation "Entrust Truepass", au soumissionnaire retenu, après l'attribution du contrat, afin de compléter l'intégration. Le module de validation de la session de TruePass Entrust est un serveur Web (ajout) ou un filtre qui agit comme contrôleur aux ressources web protégées. Il est installé sur le serveur Web et fournit des services tels que le cookie de connexion après la session d'ouverture et le renouvellement de cookies aux temps configurés. Le Canada n'a pas stipulé GetAccess comme logiciel requis car il y a beaucoup de produits à base SAML disponibles à des coûts variables, et chaque solution proposée peut utiliser l'un de ces produits.

Question no. 154

Référence : Termes et conditions, partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, article 3.3 - section II: Soumission de gestion, paragraphe (c) - Curriculum vitae des ressources proposées

Question : En ce qui concerne les ressources qualifiées, il y a une exigence minimale de 5 CV pour chaque catégorie de ressources ci-dessous. Est-ce que la même ressource incluant le curriculum vitae peut être fourni pour plus d'une catégorie ou doit-il y avoir 15 ressources distincte énumérées? (i) Développeur / Spécialiste de configuration de gestion de cas, (ii) spécialiste de l'installation du logiciel, et (iii) formateur.

Réponse : La même ressource avec son curriculum vitae peut être soumis dans plus d'une catégorie de ressources.

Question no. 155

Référence : Termes et condition, partie 4 - article 4.4 - Évaluation de la soumission de gestion, paragraphe (f) - Sommaire des points cotés de la soumission technique

Question : Est-ce que le Canada peut fournir la formule utilisée pour convertir les points cotés dans l'annexe C pour être en lien avec la Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, paragraphe 4.4 (f) - Résumé des points pour la soumission technique? Le total des points de critères cotés pour l'offre technique est 3642, mais le maximum de points pour l'annexe C - Points d'offre technique est 270. Y a-t-il une formule spécifique utilisé pour convertir les points? À titre d'exemple, des critères de notation Sommaire pour R-2.1 - R-2.7 est 15% de 3642 points équivaldra à 546,3 points, mais le maximum de points obtenus conformément à l'annexe C est de 21 points. Comment est calculé le score requis?

Réponse : Les soumissionnaires doivent consulter le modificatif no. 006 qui se trouve dans la modification no. 005 de la demande de soumissions.

La pondération (% sous section) sera appliquée pour obtenir le résultat contre les points maximum possible et les convertir.

La formule est la suivante : (points obtenus dans la section par le soumissionnaire) / points maximum pour la section) x (% pondération de la section) = points pour le soumissionnaire par rapport à la section. Il y a un minimum de 70% pour que la soumission soit recevable soit 70 points sur les 100 points ajustés.

Question no. 156

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences, section C-8 - Accès et applications pour appareils portables et technologies de collaboration, critères cotés C-8.2 et C-8.3

Question : Comme indiqué dans l'exigence obligatoire O-1.11, la SLGC contiendra des renseignements de niveau protégé B. À la lumière des derniers développements en matière d'informations personnelles sensibles perdu par certains organismes gouvernementaux du Canada (Ressources humaines et Développement des compétences Canada, etc), les directives correctives (de RHDCC et de Sécurité publique Canada entre autre) limitent sévèrement la sauvegarde de toutes les données protégées sur toute appareil mobile et selon les services d'information et de la sécurité industrielle de Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (chapitre 5 - Manipulation et sauvegarde des renseignements et des biens classifiés et protégés sur les ordinateurs portables et autres appareils mobiles), nous recommandons de supprimer complètement C-8.3 et d'enlever le texte suivant du critère C-8.2 : " et synchroniser les informations sélectionnées à partir du serveur de l'application mobile local pour le mode d'utilisation hors ligne". Enlever la synchronisation hors ligne (à partir d'appareils fixes ou mobiles) permettra de réduire le risque d'atteinte à la sécurité des données et répondra aux besoins de l'utilisateur pour

accéder la SLGC à partir d'appareils mobiles sans enregistrer l'information Protégé B sur l'appareil.

Réponse : Le Canada a étudié la demande et les exigences restent les mêmes.

Question no. 157

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences, section C-8 - Accès et applications pour appareils portables et technologies de collaboration

Question : Est-ce que le Canada peut décrire comment les outils de réseautage social de parties tierces (par exemple Twitter et Facebook) qui permettent l'interaction entre les utilisateurs internes et les intervenants externes seront utilisés dans le cadre d'une solution de gestion des cas ? Et si des informations Protégé B étaient par inadvertance partager à travers les outils de réseautages sociaux ?

Réponse : Le Canada veillera à ce que tous informations protégés de niveau "B" sont sauvegarder.

Question no. 158

Référence : Annexe C - Énoncé des exigences - exigence obligatoire O-3.1 dit : "La SLGC doit fonctionner et interopérer avec : (a) Microsoft Active Directory pour Microsoft Server 2003 ou une version plus récente; et, (b) Protocole allégé d'accès annuaire (LDAP) afin de permettre aux utilisateurs d'utiliser leur justificatif d'identité lors de l'ouverture de session pour plusieurs serveurs".

Question : Pour que toute SLGC proposée puisse fournir TLS 1.1 support à partir du navigateur client, le système d'exploitation sous-jacent doit être Windows 7 ou supérieur, mais l'environnement de bureau fournit à l'annexe D - Environnement technique du Canada - précise que les postes clients peuvent être plus ancien que le système d'exploitation Windows XP ou Windows 7. Est-ce que la Couronne pourrait modifier l'exigence obligatoire O-3.1 pour être « TLS 1.0 et plus récente » afin de s'assurer que l'exigence peut être satisfaite, même avec des postes-clients Windows XP?

Réponse : Le Canada a étudié la demande et l'exigence reste la même.

Question no. 159

Référence : Termes et conditions, partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, article 3.3 - section II: Soumission de gestion, paragraphe (c) - Curriculum vitae des ressources proposées

Question : L'exigence stipule que le bassin de personnes qualifiées doivent avoir la qualification et l'expérience nécessaire pour livrer le travail décrit à l'article 7.24 - Services professionnel. L'article 7.24 dit «La portée des services pour l'installation du logiciel est la suivante ...". Il semblerait que l'intention de la Couronne est que les ressources aient seulement l'expérience indiquée dans les sous-points i) à viii). Toutefois, ces huit (8) points ne traitent pas des qualifications et de l'expérience normalement associé à un développeur / spécialiste de configuration de gestion des cas et d'un instructeur. Est-ce que la Couronne pourrait confirmer qu'il est dans leur intention que les 15 ressources n'aient aucune qualification et expérience minimum?

Réponse : Non, dans l'article 7.24 de la partie 7, paragraphes i) à viii) indiquent la portée des services à fournir. Les ressources fournies par l'entrepreneur doivent avoir les qualifications et l'expérience requises pour livrer et installer la SLGC décrite dans la demande de soumissions selon les autorisations de tâches approuvées.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS RESTENT LES MÊMES